

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Le chef — pardon ! — le coordinateur du gouvernement vient de s'insurger contre les invitations lancées par l'ambassadeur des Etats-Unis à des personnalités algériennes pour discuter de la question de la révision de la Constitution. Dans l'absolu, nous aurions pu comprendre qu'il s'agit d'une défense résolue de la souveraineté nationale si toutes les semaines n'arrivaient pas des délégations ou des responsables étrangers reçus en grande pompe et qui s'ingèrent en direct à la télévision nationale dans nos affaires intérieures. Ces panels ou ces personnalités arrivent, nous disent les choses que nous avons bien faites et nous disent ce que nous devrions faire. Le dernier en date fut monsieur Welch, le monsieur Afrique du Nord et Moyen-Orient dans l'Administration américaine. Il a bien distribué les bons et les mauvais points et il a bien conseillé le pays sur ce qu'il reste à faire ? Le gars de l'Union européenne aussi et la dame de l'UE qui est arrivée hier ne s'est pas privée de nous indiquer la direction que nous devrions prendre. Avant eux, les experts du FMI, nous avaient doctement indiqué nos points forts et nos points faibles en nous montrant la voie à suivre. Toujours en présence de ministres et toujours à la télévision. C'est toujours le même discours : privatiser et encore privatiser, démanteler les barrières douanières, ne plus s'occuper d'industrialiser le pays, leur donner plus de droits en matière d'hydrocarbures et, bien sûr, privatiser les banques. Si ce n'est pas de l'ingérence dans les grandes largeurs, qu'est-ce que c'est ?

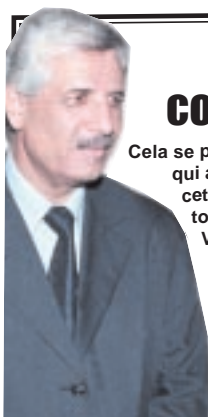
Tout nous devient incompréhensible quand le coordinateur du gouvernement invite l'opposition à ne pas se rendre à ces invitations. Lui a le droit de se concerter avec les étrangers sur la politique nationale mais pas l'opposition ! Pis, lui a le droit de mêler Sarkozy à la question du troisième mandat en laissant l'impression, à tout le monde, qu'il demandait au président français de bénir l'opération. Il ne doit pas se rendre compte de la fonction des symboles en politique. En faisant cela, il a ouvert les portes aux ingérences anglaises et américaines et il ne peut interdire à l'opposition ce qu'il se permet et permet à ces délégations qui viennent nous montrer le bon chemin.

Il y a longtemps qu'il aurait dû se rendre compte que les questions relatives à la place de l'Algérie dans le monde et face aux grandes puissances devaient être concertées avec l'opposition pour créer un front interne de résistance aux pressions extérieures. Et comprendre que les flatteries de l'UE ou des USA indiquent seulement que le pays se plie à leurs « conseils » sans qu'ils aient un prix à payer ou un effort à faire.

M. B.

CRÉDITS SOUS HAUTE SURVEILLANCE

La Banque d'Algérie a initié un projet qui est, semble-t-il, en bonne voie de réalisation et qui concerne l'installation d'une centrale de risque. Cette dernière sera chargée de la surveillance des crédits contractés par les particuliers et d'éviter ainsi le surendettement. Cette structure dissuadera aussi les postulants à des crédits multiples.



Ça se passe comme ça à Blida

Cela se passe à la Cnas de Blida. Un citoyen, qui a formulé une demande d'affiliation à cette agence depuis novembre 2007, est toujours dans l'attente d'une réponse. Voilà qui cause d'énormes désagréments à cet employé de l'université de Blida, qui ne peut même pas se faire rembourser ses médicaments. Le citoyen s'interroge : « A quand la fin de ces pratiques bureaucratiques dans nos administrations ? »

Les interventions vidéo de Saïd Sadi

Sevré de couverture télévisée, le RCD utilise au mieux son site internet. C'est ainsi que Saïd Sadi innove avec des interventions vidéo mensuelles de cinq minutes où il parlera de tous les thèmes liés à la vie politique nationale.

Rcd-algerie.org au contenu très hostile au pouvoir devient ainsi une véritable tribune pour l'opposition.



Une télé pour le Parlement

L'option de la création d'une chaîne télévisée parlementaire — idée lancée à l'origine par Karim Younès — semble se préciser.

On apprend qu'un directeur de projet a été nommé par les deux chambres du Parlement pour mettre en œuvre cette

télévision d'ici la fin de l'année 2008. En attendant, les équipes audiovisuelles de l'APN se préparent activement pour cet objectif.

En effet, ces équipes ont réalisé une émission spéciale sur cette institution qui sera diffusée sur l'ENTV.



Nomination chez Djar

El-Hachemi Djar vient de nommer le DG de l'Agence nationale des activités de loisirs de la jeunesse (Analj), M. Bouhara, au poste de directeur de l'Ecole des cadres de Tixeraine, a-t-on appris hier. Une nomination perçue comme une sanction dans les milieux d'initiés où l'on attend de connaître l'identité du nouveau patron de l'Analj.



LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

